

Alexandre Alçuyet est le candidat de l'UPR à l'élection législative partielle dans la 1^{re} circonscription de Mayotte. Catherine Bihannic, 47 ans, enseignante résidant à M'tzamboro, est sa suppléante.

Élection législative partielle de la 1^{re} circonscription de Mayotte — 18 et 25 mars 2018

Alexandre ALÇUYET

Suppléante : **Catherine BIHANNIC**

Avec le soutien de

François ASSELINEAU

Président-fondateur de l'UPR et candidat à l'élection présidentielle de 2017



MAÎTRISONS NOTRE AVENIR



UNION POPULAIRE RÉPUBLICAINE

Le parti du « Frexit »

Alexandre Alçuyet est le candidat de l'Union populaire républicaine (UPR) à l'élection législative partielle dans la 1^{re} circonscription de Mayotte, rendue vacante par l'invalidation par le Conseil constitutionnel de l'élection de Ramlati Ali, candidate de LREM. Catherine Bihannic, 47 ans, enseignante résidant à M'tzamboro, est sa suppléante.

Le premier tour est prévu le dimanche 18 mars 2018.

Né en 1974 à Bayonne dans les Pyrénées-Atlantiques, Alexandre Alçuyet est titulaire d'un CAP d'électrotechnicien obtenu à 19 ans. Il a travaillé dans des domaines aussi variés que le bâtiment, l'édition, l'informatique, la radio et le journalisme au sein d'associations locales. Il s'installe avec sa compagne en 2009 à Mayotte où il exerce le métier d'artisan électricien. Sa famille s'est depuis agrandie et compte désormais trois enfants. « *Tout au long de ma vie, j'ai pu observer la chute progressive de la puissance industrielle et agricole de la France, ainsi que de sa culture, sans pouvoir identifier clairement d'autre cause que la fatalité ou la "mondialisation"* » confie-t-il.

L'arrivée du haut débit à Mayotte permet à Alexandre Alçuyet de découvrir les conférences de François Asselineau sur Internet. « *J'ai alors réalisé que la raison principale des difficultés rencontrées par les Français était la perte progressive de la souveraineté de notre peuple dans son propre pays.* » Une perte de souveraineté qui découle directement de notre appartenance à l'Union européenne, à l'euro et à l'OTAN.

En même temps qu'il découvre les analyses de l'UPR, Alexandre Alçuyet voyage en Asie et dans tout l'océan Indien, où il rencontre des personnes de toutes conditions qui aiment leur pays et le défendent face à la « mondialisation » prétendument « inévitable », tout en restant humanistes et ouverts aux autres cultures. Il constate ainsi qu'aimer son propre pays et vouloir en protéger la souveraineté n'est en rien une position extrémiste comme les médias de masse cherchent à le faire croire à la population française. « *J'ai pris conscience que, comme les autres peuples, les Français ont le droit de défendre leurs libertés et leur mode de vie* » ajoute-t-il.

Modéré par nature, Alexandre Alçuyet ne s'était jamais identifié aux partis classiques qui proposent tous de "changer l'Europe" sans jamais y parvenir. Il se reconnaît dans la démarche d'union nationale prônée par l'UPR, au-delà du clivage droite-gauche, pour sauver la démocratie. « *En écoutant François Asselineau* », dit-il, « *j'ai découvert un homme qui redonne à la politique sa noblesse et son sens.* »

Alexandre Alçuyet apprécie que le Ministère de l'Intérieur ait toujours classé l'UPR dans la nuance « divers », reconnaissant implicitement que le Frexit – c'est-à-dire la sortie unilatérale de la France de l'Union européenne, de l'euro et de l'OTAN - est une idée qui dépasse les clivages, qui n'a rien d'extrême et qui peut rassembler des Français de toutes origines.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Rassembler au-delà des différences, est une idée qui traverse toute l'histoire de Mayotte, comme elle traverse l'histoire de France dans ses heures les plus difficiles. Ce que propose l'UPR, au fond, est un nouveau rassemblement sur le modèle du Conseil National de la Résistance de Jean Moulin, pour sauver la France.

Alexandre Alçuyet adhère à l'UPR alors qu'elle ne compte qu'environ 3000 adhérents, contre 30 448 adhérents au 5 mars 2018. En 2015, il rencontre François Asselineau à l'occasion d'une série de conférences à Mayotte. Il est rapidement nommé délégué départemental par la suite, et s'efforce depuis de faire connaître les analyses et les propositions de l'UPR à la société mahoraise. Bon connaisseur de Mayotte et de ses spécificités, Alexandre Alçuyet, sa compagne et ses enfants, qui sont nés sur l'île et y ont grandi, partagent le quotidien des Mahorais depuis de nombreuses années.

Au cours de la campagne législative, il défendra le programme de l'UPR, et notamment le Frexit, que François Asselineau propose au peuple français depuis bientôt 11 ans et dont il a expliqué la nécessité lors de l'élection présidentielle. Lors des élections législatives de juin 2017, l'UPR a été le parti politique français présentant le plus de candidats.

Alexandre Alçuyet expliquera également aux Mahorais que la France verse chaque année environ 9 milliards d'euros de plus à l'Union européenne qu'elle n'en reçoit. Il s'agit d'une perte sèche considérable dont pâtissent tous les territoires de la République française qui auraient besoin de cette manne financière. Il expliquera notamment que l'Union européenne nous oblige à verser infiniment plus d'argent à la Pologne, à la Hongrie, à la Bulgarie, à la Lituanie ou encore à la Slovaquie qu'à Mayotte ou qu'à la Réunion.

Au Palais Bourbon, Alexandre Alçuyet aura à cœur de mettre le doigt sur les liens entre la vie concrète des Mahorais et le carcan des traités européens qui ont confisqué aux Français leur démocratie et qui sont à l'origine de la propagation à toute allure, dans l'Hexagone comme dans tous les territoires d'outre-mer, de la pauvreté, des inégalités et de l'injustice sociale.

S'il est élu député, il revendiquera la nécessité absolue pour la France, et pour son image aux yeux du monde, de mettre en place immédiatement les mesures nécessaires au rattrapage de Mayotte par rapport aux autres départements. Les différences entre citoyens français, telles qu'on les constate à Mayotte, doivent être combattues afin notamment de garantir leur sécurité.

Les Mahorais sont des citoyens français à part entière : Mayotte doit donc bénéficier de l'infrastructure adéquate pour son développement économique, gravement entravé par la problématique actuelle.

Ayant vécu en métropole et ailleurs dans le monde avant de devenir un Mahorais d'adoption, Alexandre Alçuyet est à même de faire remonter à l'Assemblée nationale des besoins criants dont personne ne parle ou presque :

- rendre sûres les voies de circulation par l'éclairage, l'élagage, l'élargissement ;
- sécuriser le territoire par la création de nouveaux postes de police et de gendarmerie dans les localités excentrées et délaissées ;
- créer des centres d'éducation dédiés aux mineurs délinquants ;
- mettre à niveau les allocations familiales, le RSA et la CMU ;
- concernant le trafic illégal en provenance des Comores, proposer la mise en place de sanctions financières à l'égard des États qui fournissent des moteurs de bateaux manifestement destinés à une activité maritime répréhensible ; augmenter les moyens de surveillance maritime afin de décourager les passeurs.

Constater les manquements des politiques menées localement dans ces domaines, comme le fait la Commission européenne, n'est pas suffisant. Le devoir de l'État est d'assumer quand c'est nécessaire la mise en place d'une politique concrète, efficace et suivie.

Or, la plupart des solutions préconisées par l'Union populaire républicaine nécessitent la pleine souveraineté de la France, notamment sur son budget, sa diplomatie ou sa politique industrielle. Il est donc vital pour sauver Mayotte que la France quitte au plus vite l'Union européenne.

Contactez le candidat :

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
alexandre.alcuyet@upr.fr

presse@upr.fr

Suivre François Asselineau et l'UPR sur twitter :

[@UPR_Asselineau](https://twitter.com/UPR_Asselineau)

[@UPR_Officiel](https://twitter.com/UPR_Officiel)